

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*



GOVERNANCE

Il n'y a pas loin du Capitole à la Roche Tarpéienne

L'actualité ISR de ce mois-ci a été marquée par l'**éviction d'Emmanuel Faber** à la tête de Danone. A l'origine de ce coup de théâtre, deux fonds activistes, reprochant à l'emblématique PDG des performances insuffisantes surtout au regard de ses concurrents. Dans un premier temps le Conseil d'Administration a contraint le PDG à céder sa place de Directeur Général, puis quelques semaines plus tard, dans un climat de fortes pressions et non moins fortes tensions, les administrateurs ont finalement voté son départ. Les **deux fonds activistes** ont-ils été le révélateur et/ou le **catalyseur** d'une gouvernance qui devenait critique ? **Plusieurs failles** telles que le départ récent de deux membres du Comex, la présentation de 3 plans stratégiques en 5 ans, le changement d'administrateur référent et surtout, **une trop forte concentration des pouvoirs**, peuvent le laisser penser. En attendant la nomination du futur Directeur Général, le nouveau Président du groupe, **Gilles Schnepf** affirme s'inscrire dans la **Mission** de Danone largement affichée et développée par Emmanuel Faber : « Il faut **poursuivre cette voie** (...) une entreprise qui ne sera pas responsable ne sera pas durable ». Promepar AM partage cette vision et demeure convaincu que **des objectifs ambitieux en termes de responsabilité et d'engagements** sociaux et environnementaux, sont sources **d'opportunités** et de visibilité à **long terme**, des atouts indispensables pour rester **profitables**, compétitifs et attractifs.

Source : Promepar AM

Audace rarissime à l'assemblée générale de Toshiba

Jeudi 18 mars, les dirigeants des grands groupes japonais ont sans nul doute été surpris d'apprendre que les actionnaires de **Toshiba** avaient osé voter en majorité, pour la première fois, une **motion contre la direction**. Poussés par plusieurs **fonds activistes étrangers**, en particulier le fonds singapourien Effissimo Capital Management qui détient 9,9% du capital, les actionnaires ont validé l'ouverture d'une enquête indépendante sur les **soupçons de manipulations de votes** lors de la dernière assemblée générale, qui avait vu le PDG se faire réélire de justesse (58%), malgré l'opposition de plusieurs grands investisseurs. « Oubli » de comptage de plus de 1 000 bulletins de vote, pressions du Ministère de l'économie du commerce et de l'industrie auprès du fonds d'investissement HMC pour ne pas s'opposer au management etc..., le Financial Times a révélé plusieurs irrégularités. Malgré les démentis de la direction de Toshiba, **plusieurs fonds** pourtant plutôt conservateurs comme le fonds souverain norvégien **Norges Bank IM** ou encore le fonds de pension américain **Calpers**, ont soutenu la motion des activistes. Cet événement est un avertissement pour les grands groupes nippons qui ont une fâcheuse tendance à négliger leurs actionnaires.

Source : Les Echos

Vers le déclin du modèle dominant du PDG ?

Jean-Pascal Tricoire, le PDG de Schneider, est quasiment assuré d'être réélu pour un nouveau mandat de quatre ans lors de la prochaine assemblée générale ; mais **ce sera la dernière fois**. En effet, dans les quatre années qui viennent, le conseil d'administration du géant français des solutions pour l'énergie et les automatismes entend procéder à une **dissociation des fonctions** en se dotant d'un président du conseil jouant un rôle non-exécutif et d'un directeur général. L'ambition de ce groupe est avant tout **d'être en phase avec les nouvelles attentes des investisseurs** en termes de gouvernance. La dissociation des fonctions est la norme dans les pays anglo-saxons et la pratique a tendance à s'étendre. Aujourd'hui, plus de la moitié des entreprises du **CAC40** ont adopté une telle dissociation des fonctions entre un président et un DG. Une manière de répondre aux attentes des actionnaires et des agences de conseil en vote de résolutions, soucieux de la présence d'une forme de contre-pouvoir au sommet des grands groupes.

Source : Les Echos



RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

La transition climatique et énergétique à l'ordre du jour des assemblées générales

Alors qu'en mars 2020 **Vinci**, par la voix de son Président du conseil Xavier Huillard, avait catégoriquement refusé d'inscrire à l'ordre du jour de son assemblée générale deux résolutions concernant sa politique climatique, cette année, le groupe **propose de lui-même** à ses actionnaires de se prononcer (vote consultatif) sur son plan de transition environnementale. C'est la première fois en France qu'une société propose un tel vote.

De son côté **Total**, dont l'AG 2020 avait été marquée par le dépôt d'une résolution externe sur les engagements climats par une coalition d'actionnaires, va, pour son AG du 28 mai 2021, soumettre à ses actionnaires une résolution sur la transition énergétique vers la neutralité carbone, avec i) le changement du nom du groupe en **TotalEnergies**, ii) les objectifs de décarbonation à horizon 2030, iii) l'indexation de la rémunération variable et de l'attribution d'actions des dirigeants sur la transformation du groupe.

Ces deux décisions, qui ne sont pas venues sans pression d'actionnaires ou d'ONG, pourraient, **on le souhaite en tous cas**, donner l'exemple à d'autres énergéticiens.

Sources : Les Echos- Novethic



La finance durable se diffuse dans les réseaux

Selon le rapport Market Data de Novethic, la finance durable en France a augmenté de **66 %** entre 2019 et 2020 (vs +28% en 2019) et devraient dépasser rapidement les **500 milliards d'euros** répartis dans près de **1 000 fonds durables**. Les encours se partagent aujourd'hui entre 50% d'actions, 28% de fonds monétaires, 16% d'obligations et 6% d'autres fonds. Ce dynamisme est une des résultantes de la loi **PACTE**, qui oblige les assureurs-vie à proposer au moins un fonds labellisé (ISR, GreenFin ou Finansol) depuis 2020 et qui a dopé la labellisation ISR : ainsi **486 fonds labellisés ISR** sont disponibles pour les investisseurs particuliers, dans lesquels sont investis plus de 300 milliards d'euros. Cette progression pourrait se poursuivre car dès 2022, les contrats d'assurance vie devront présenter au moins 3 fonds labellisés et, les particuliers dont l'épargne a gonflé pendant la crise, sont nombreux à se dire prêts à investir dans l'investissement responsable. Si cette bonne dynamique est lancée il n'en demeure pas moins nécessaire de continuer à rendre le label ISR plus lisible pour le client final qui a souvent du mal à comprendre l'hétérogénéité des approches malgré les labels.

Source : Novethic

La réforme du label ISR est lancée

L'inspection Générale des Finances a remis un rapport soulignant la nécessité de continuer à **renforcer les exigences du label ISR**, de manière à répondre aux attentes des épargnants et des investisseurs et à accentuer son action en termes d'orientation de l'épargne vers le financement d'une économie plus durable. Pour la secrétaire d'Etat chargée de l'Economie sociale, solidaire et responsable « *le label ISR doit comporter des exigences fortes pour la gestion financière à la fois en matière de critères environnementaux mais également sociaux et de bonne gouvernance. L'évolution de la réglementation européenne et le développement de méthodologies de mesure nous permettent aujourd'hui d'envisager un label plus ambitieux* ». Parmi les attentes et les objectifs, **l'impact** est sérieusement mis en avant. Le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) et France Invest ont pris les devants en publiant un guide sur l'impact et Bercy s'est également emparé du sujet souhaitant même faire de la France « **le leader de la finance à impact** ». Pour atteindre les objectifs fixés, Finance for Tomorrow, sous l'égide de Paris Europlace, va constituer une **taskforce** où 4 chantiers seront menés avant la COP 26 à Glasgow : proposer une **définition** de l'impact, définir les **indicateurs de mesure**, proposer des recommandations pour lever les freins à l'impact et enfin, promouvoir à l'échelle européenne et internationale la vision de la place de Paris.

Source : FIR - RSE DATANEWS



Axa sanctionne RWE

Axa devrait cesser d'assurer toutes les opérations de RWE, en raison, d'une stratégie de sortie du charbon de l'énergéticien allemand pas assez rapide pour se conformer aux objectifs de l'Accord de Paris. RWE prévoit de mettre hors service d'ici à 2030 deux tiers de sa capacité totale de production d'énergie à partir de lignite et de solder le reste d'ici 2038. Or Axa s'est engagé à être totalement sorti du charbon pour ses activités d'assurance et d'investissement d'ici **2030** en Europe et dans les pays de l'OCDE. En application de sa politique charbon, Axa devrait donc arrêter d'assurer toutes les activités de RWE d'ici la fin de l'année, même celles concernant les énergies renouvelables, alors que jusqu'à présent, les assureurs s'en tenaient principalement à refuser de couvrir les projets liés au charbon, qu'il s'agisse de projets d'extraction minière ou de centrales à charbon. Une étape supplémentaire vient d'être franchie.

Source : Bloomberg

EN BREF

- **Renault** a gagné son pari de proposer une voiture électrique à moins de 15 000 euros. Sa Dacia Spring, dérivée de la City K-ZE sera proposé à 12 403 euros (sans option et après déduction du bonus).
- Face à l'explosion du marché du véhicule électrique, **Renault, Veolia et Solvay** s'associent pour recycler les métaux des batteries électriques en fin de vie.
- **Air liquide** s'engage à son tour à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour y parvenir le groupe va investir massivement dans l'hydrogène gris, puis vert, et la séquestration du CO2 dans d'anciens champs pétroliers et gaziers off-shore et on-shore.
- **Neoen**, le pionnier des renouvelables a annoncé vouloir doubler son rythme de croissance à l'horizon 2025. Cela devrait porter à 10 gigawatts l'ensemble de ses capacités de production d'électricité verte en opération ou en construction à cet horizon.
- Une **pénurie de composants électroniques** en Asie force actuellement les constructeurs automobiles à ralentir la cadence dans leurs usines du monde entier : Stellantis, General Motors, Ford et Toyota ont déjà suspendu plusieurs sites de production. Devant cette pénurie, due à la fois à l'explosion des demandes mais aussi à des conditions climatiques inhabituelles (sécheresse à Taiwan qui produit 60% de la demande mondiale), les États-Unis et l'Europe, souhaitent relocaliser le plus rapidement possible une partie de la production de puces sur leurs territoires.
- Pour avoir stoppé, l'an dernier, leur approvisionnement en coton provenant du Xinjiang, région dans laquelle la minorité musulmane ouïghoure est internée dans des camps de travail forcé, **H&M, Nike et Adidas AG** font l'objet d'une campagne de boycott en Chine.

CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles
murielle.hermellin@bred.fr

PROMEPAR Asset Management
est signataire des

